

phones d'Afrique au sein du Commonwealth. Mais il fallait surtout et de toute urgence étendre la représentation diplomatique canadienne aux pays de l'Afrique francophone, mettre au point avec leurs gouvernements des programmes bilatéraux de développement et participer à leur financement, organiser avec eux, aussi bien à l'échelon multilatéral que bilatéral, des programmes de développement et de coopération culturelle et technique.

Le dynamisme manifesté pendant cette période par le Canada-Français et surtout le Québec ont grandement facilité la réalisation de ces objectifs prioritaires de la diplomatie canadienne en Afrique. Evoquons-en les principales étapes: l'ouverture de six nouvelles ambassades canadiennes au Maghreb et en Afrique francophone et l'accreditation de ces chefs de mission dans tous les autres pays de langue française du continent; la mission Chevrier, qui engagea dès le début de 1968 plus de 40 millions de dollars dans des projets de développement en Afrique francophone; l'expansion rapide des programmes de soutien économique et d'assistance technique de l'ACDI dans ces pays, dont le budget total atteindra cette année quelque 105 millions de dollars; la participation active du Canada, avec plusieurs Etats africains et européens, à la création de l'Agence de coopération culturelle et technique et la définition progressive des modalités d'association des provinces --